



## Déclaration intersyndicale au Comité Social d'Administration académique du 02/02/26

Dans un courriel adressé à l'ensemble des professeures et professeurs de France, il y a peine 10 jours, le ministre de l'Éducation nationale leur adressait un vibrant hommage, et déclarait "Il n'y a pas de République sans professeurs", indiquant ne pas vouloir faire d'elles et eux de "simples « moyens » humains".

Au moment où ce premier Comité Social d'Administration académique (CSA-a) de préparation de la rentrée 2026 dans notre académie est convoqué, la concrétisation de ces paroles est amère. Car de moyens, il y en est très concrètement question, et si notre académie continuera d'avoir des professeures et professeurs, elle en aura moins à la rentrée. Beaucoup moins même : le budget adopté au plan national conduit notre académie à devoir rendre 94 postes dans le 1er degré, et 84 dans le Second degré. Ce niveau de restrictions aggrave et prolonge un mouvement initié depuis des années dans le 1er degré, qui a déjà conduit au recul de l'École publique sur notre territoire académique, tandis qu'il est totalement inédit dans le 2nd degré où il n'a jamais été atteint depuis plus de 20 ans. Tous les départements seront lourdement impactés par ces mesures.

La baisse démographique, réelle, que connaît notre académie, comme d'autres, est une opportunité historique pour, non pas faire des économies sur le dos d'une École dont nous avons plus que jamais besoin, mais pour réduire fortement les effectifs des classes, mieux combattre les inégalités de naissance et de vie, et former, éclairer et émanciper les citoyennes et citoyens de demain. Avec ce budget de rigueur, cette opportunité n'est que très insuffisamment saisie dans le Premier degré, et ne le sera pas du tout dans le Second : avec ce budget, le gouvernement détruit des emplois plus vite que les effectifs ne baissent.

Avec ce budget, les conditions de travail de nos collègues, déjà en butte à la complexification et l'alourdissement de leurs missions, verront leurs conditions de travail se dégrader une nouvelle fois très sensiblement. Nos collègues, "sentinelles de la raison" selon le ministre, ont pourtant plus jamais besoin de bonnes raisons de rester ces indispensables sentinelles.

**En refusant de participer ce jour à ce CSA, nous voulons adresser au gouvernement un signal sans ambiguïté : il est urgent de changer de politique budgétaire, et de redonner à l'École le budget le plus important du pays, alors que celui-ci vient de rétrograder à la seconde place, pour permettre la réussite de toutes et tous nos élèves, et réduire les inégalités de réussite scolaires, qui reproduisent et amplifient comme jamais les inégalités sociales pré-existantes. Il faut préserver les moyens de l'École publique dans notre académie !**

Toulouse, le 02/02/26